

SAUVE-QUI-PEUT DEVAQUET...

PARIS EST A NOUS

DEVAQUET, QUE FAIS-TU CE SOIR ?

Blocage des trains à Montpellier, directives SNCF pour freiner la montée de cet après-midi à Paris, vraiment les manœuvres du gouvernement sont mesquines. Après le succès de la manif de jeudi dernier, après le vote lundi dans les facs de la poursuite de la grève, que cherche-t-il ? Depuis une semaine, partout, lycéens et étudiants mettent le paquet pour réussir le 4. On n'est pas à quelques TGV près.

Depuis quinze jours, la jeunesse oppose un démenti cinglant à la droite et à son projet d'école libérale. C'est le premier avertissement, et quel avertissement, au gouvernement qui pensait que tous les coups étaient possibles, en toute impunité. On comprend qu'il soit maintenant excédé, qu'il panique, qu'il repousse le projet de quelques semaines... ou de quelques jours. Mais que va-t-il faire ce soir ? Il ne sait pas.

Nous, on sait. Tant que la loi restera, nous serons là. Nous sommes dans la rue aujourd'hui par centaines de milliers à Paris comme en province. Il n'a donc pas le choix. Il doit satisfaire la volonté de tous les étudiants et lycéens réaffirmée à la coordination nationale de mardi : pas de négociations sans retrait. Le mouvement a su reprendre son souffle pour lui démontrer, pour la deuxième fois en une semaine, sa détermination et sa volonté de gagner.

Devaquet doit se rendre à la convocation des lycéens et des étudiants, et dès la fin de la manifestation se rendre à l'évidence : toute une jeunesse refuse sa loi. Qu'il cède à la volonté de cette immense majorité.

CHICHE

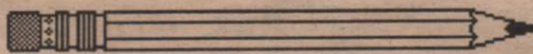
On demande souvent aux étudiants et aux lycéens : et après la manifestation ? N'est-il pas mieux de poser cette question à ceux qui nous gouvernent ? Eh bien, ce n'est pas facile, même si les hommes politiques aiment dire "gouverner c'est prévoir" !

Sur France-Inter, Pasqua déclare : "Il n'est pas raisonnable d'imaginer une seule minute que le gouvernement puisse retirer le texte." Et il ajoute : "Avoir un diplôme n'aboutira pas forcément à un emploi."

Au même moment, sur Europe 1, Devaquet lui répond : "Le gouvernement attend pour voir ce qui va se passer, et au soir de la manifestation, nous examinerons les conséquences à tirer." Quant à Messmer, il déclare à l'Assemblée : "La majorité n'acceptera pas que l'essentiel du texte soit remis en cause."

Alors qui croire ? Peut-être Monory, quand il dit : "Si on retire le projet, il n'y a plus de gouvernement.." Chiche ?

DE PARTOUT...



...ET D'AILLEURS

BORDEAUX

Que faire pour trouver 184 000 francs qui devraient amener nos copains à Paris, via un train spécial ? Eh bien, des tas de choses ! Des buvettes, des badges, des gâteaux, etc. Pour aujourd'hui, défilé local en plus du voyage dans cette belle capitale.

TOULOUSE

Ils seront trois mille à battre le pavé parisien. La SNCF a fait des prix. L'UNI et le Front national ont fait un comité antigreve qui empêche toute réunion... au nom de la liberté ! Ben voyons !

LILLE

Ils prévoient d'être 10 000 à Paris les lillois. Ils vont se tasser dans deux trains spécialement prévus à cet effet. Ils ont vendus de faux diplômes signés Bernard Tapie (se rit).

MONTPELLIER

Pour trouver du fric (fac) afin d'aller à Paris, les étudiants ont fabriqué des actions "Saint-Gobain" émises par la Banque Devaquet et vendues 5 francs. (C'est déjà cher payé, vu la crédibilité de la dite banque.) Ceci

dit, un peu de sérieux. Des incidents hier avec le GUD à la fac de droit qui a été fermée par le doyen. D'autre part, nous avons appris que nos camarades de Montpellier ont été empêchés de monter dans le TGV qui devait les amener à Paris. La SNCF a appelé les keufs qui ont chargé les étudiants, à 18 heures. Objectif malgré les flics : 2000 à Paris.

AIX

Hier après-midi, on a voté à la fac de lettres une motion prenant position contre la réforme du

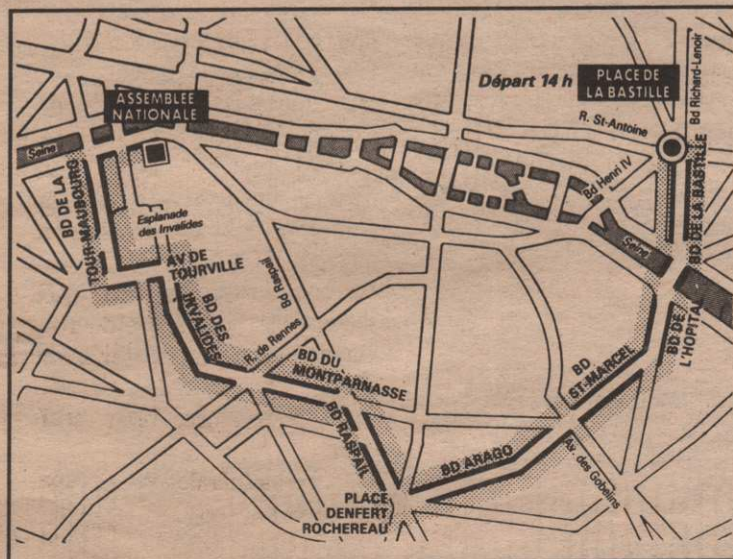
Code de la nationalité. A part ça, on monte, on monte.

RENNES

60 cars ont été réservés ! Financement des collectes devant les restaurants d'entreprise. Soutien de la CFDT, la CGT et la FEN.

NANTES

3000 Nantais à Paris ? Paris tenu ! Les étudiants prenaient contact avec les orgas syndicales de la SNCF, histoire de voyager gratos. Manif locale pour les casaniers.



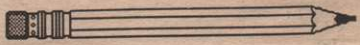
VOS INFOS TOUS LES JOURS



(1) 43 67 87 58

(1) 48 59 23 00

J.C.R. 9 rue de Tunis 75011 Paris



LYCEES, LEP : UNE, DEUX, TROIS COORDINATIONS ?

VAL-DE-MARNE

Après avoir massivement manifesté le 27, le LEP Pierre-Brossolette prépare le 4. Un comité représentatif de l'ensemble des élèves a été mis sur pied afin d'organiser un départ collectif de tous les LEP du Val-de-Marne.

GRENOBLE

6 TGV sont réservés, soit 6000 personnes. Par contre, à signaler tout de même, une quarantaine d'étudiants en éducation physique sont partis mardi matin à... pieds, ça fait quand même 600 bornes !

STRASBOURG

Ils continuent "à la japonaise" dans les lycées, les étudiants, eux, occupent "à la bien d'chez nous". Manif de LEP, mardi. 60 cars étaient prévus pour ce matin. (A propos, combien de personnes y'a dans un car ?)

PAU

9 cars sont prévus et un sit-in local (au ris).

TOURS

On bat la générale et on monte qui en train qui en car vers Paris (bambelle).

LE HAVRE

"On n'a pas vu ça depuis dix ans", paraît-il qu'on dit au Havre (de paix).

MARSEILLE

Plusieurs centaines de marseillais (et marseillaises) devraient monter. Les autres manifesteront sur le Vieux-Port.

MONTBELIARD

Manifs prévues des lycées et des LEP: une à Montbéliard et une à Belfort (de café).

DIJON

1500 dijonnais à Paris: voilà l'objectif. Pour faire du fric, les étudiants ont été aux péages d'autoroute avec un tract. Les flics se sont pointés... pour protéger les guichets. Pour le reste, la moutarde monte au nez des collégiens de Dijon. Ils manifesteront, les chenapans, jeudi contre Monory (jaune).

CHAUDS

LES CROISSANTS! UNE INITIATIVE SYMPA "Trois francs le croissant", "Contre Devaquet, soutenez la grève des lycéens". C'est ce que pouvaient entendre les gens qui se rendaient au boulot hier matin, à la place Clichy à Paris.

☆ Supplement à Rouge n° 1235.
☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée: 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.
☆ Gérant: Léon Crémieux.
☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Christian Lamotte.
☆ Tirage: 50 000 exemplaires.
☆ Rédaction administration: 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
☆ Composition, impression: Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.
☆ Commission paritaire 63922.

Dans tous les lycées et les LEP, on se bat autour des mêmes objectifs: le retrait de la loi Devaquet et des projets de Monory. Souvent, les lycéens se sont dotés de leurs propres structures: comités de grève, assemblées générales, commissions... Des coordinations locales à Paris ou dans la région parisienne, des coordinations régionales commencent à se construire en province: Amiens, Caen, Rouen. Centraliser l'expérience des différents lycées, décider ensemble d'initiatives à prendre en fonction de l'état général de la mobilisation, c'est important pour le mouvement lycéen qui réapparaît aujourd'hui, après pas mal d'années d'absence. Encore faut-il que cela se fasse dans de bonnes conditions. A Paris, deux coordinations se tiennent. Trois dans le 93... Est-ce cela la construction d'un mouvement par et pour les lycéens? Certainement pas. Dans ces conditions-là, ce ne sont pas les lycéens qui décident, ils subissent. Pourtant c'est à eux, et à eux seuls que doit revenir l'organisation de leur lutte. Dans chaque ville ou région, il ne peut y avoir deux ou trois coordinations parallèles. Une seule suffit. Cela implique que seuls les lycéens participent activement aux réunions de coordination, que chaque lycée est représenté par deux ou trois délégués élus en assemblée générale qui puissent rendre des comptes devant tous les lycéens, que le bureau de chaque coordination est élu, lui aussi en début de séance, et ne s'improvise pas. C'est le seul fonctionnement possible, démocratique, qui garantisse aux lycéens la maîtrise de leur propre lutte.



Les non-grévistes s'organisent. Une certaine presse les met en avant (*Figaro*, *Quotidien de Paris*) comme s'ils étaient majoritaires. Il existe même une "coordination pour la liberté des cours". Ces étudiants qui se disent agressés par les grévistes vont même, dans certaines facs, jusqu'à s'enfermer à clé dans les salles de TD. Le projet Devaquet ne les concerne pas, c'est en général parce que leur portefeuille va bien. Derrière cette coordination? Toujours les mêmes. Le CELF, l'UNI, toutes organisations qui ont bonne presse, dans la presse Hersant..

A PARTIR DU 3, ON CASSE LE CODE !

Dans une salle bondée, la première initiative contre Chalandon tenue à Paris, hier soir à la Mutualité, a été un gros succès. Les orateurs se sont succédés, vedettes, personnalités antiracistes, politiques pour faire l'unanimité avec la salle contre les expulsions et contre le Code de la nationalité. Alors que les mesures et bavures racistes se succèdent, il est grand temps de réagir. Les expulsions vont bon train et les flics, eux, ne chôment pas. Farid O., 21 ans, est mort au commissariat de La Rochelle mardi soir, après avoir été interpellé en état d'ivresse. Le MRAP s'est constitué partie civile. Le meeting parisien doit être la première étape d'une grande mobilisation contre les mesures racistes, pour faire reculer Chalandon et Pasqua.



VIVEMENT AUTRE-CHOSE

Le RPR a dix ans, ça vaut bien une fête", on commence à le savoir. Mais que va-t-il fêter? L'écroulement des mythes, du genre Tapie "chacun pour soi", et j'en passe dans la jeunesse? Face à cette nausée ambiante qui a pour nom concurrence, profit, individualisme... nous voulons et nous nous battons pour autre chose. Tordre le cou à

toutes ces valeurs qu'on veut nous imposer à coups de lois toutes plus agressives les unes que les autres. Quand une société engendre chômage, sélection, racisme, sexisme, ordre moral digne du début du siècle, alors il faut en changer. On peut faire autre chose, sur d'autres bases que celles de la concurrence et du profit.

Chirac, la jeunesse fout le camp, et ta fête tu la feras tout seul! Le ras-le-bol, ce n'est pas seulement par rapport à Devaquet. Cette société sent trop "la poussière" et un bon coup de balai s'impose.

Ce n'est pas d'un changement superficiel dont nous avons besoin, et c'est pourquoi notre combat se situe à l'échelle de toute la société. *Autre Chose* est notre journal, celui des JCR, pour contribuer au développement du mouvement, pour exprimer nos positions et pour dire aussi: vivement demain!

TEXTE ADOPTE PAR LA COORDINATION ETUDIANTE

LE MARDI 2 DECEMBRE AU SOIR.



Devaquet, surpris par nos photographes, après la coordination

celui de l'égalité et du droit aux études pour tous. Pas une force ne doit manquer dans la rue le 4 décembre.

5 Dans toute la France, les étudiants avec les lycéens diront égalité de tous devant le droit aux études, inscription de tous les bacheliers dans la filière de leur choix, libre inscription en licence des titulaires du DEUG et du DUT, maintien sans équivoque des diplômes nationaux, droit d'inscription non prohibitif fixé nationalement et sans fourchette, égalité des étudiants français et étrangers, réengagement financier de l'Etat dans les CROUS et à l'université, remise en cause des applications anticipées de la loi Devaquet, maintien du statut des non-bacheliers et des étudiants salariés.

6 Une coordination nationale des universités en grève se réunira le jeudi 4 décembre après la manifestation pour faire le point. Samedi 6 décembre, une nouvelle réunion de la coordination nationale décidera de la suite du mouvement.

2) Manifestation nationale le 4 décembre à Paris, de la Bastille à l'Assemblée nationale de toute l'Education nationale, au terme de laquelle nous appelons l'ensemble des manifestants à attendre que monsieur Devaquet en personne vienne donner sa réponse sur place aux manifestants. En conséquence, nous décidons:

1) De mandater et d'élire un collectif d'au moins 10 membres révocables à tout moment par la coordination nationale, elle-même comme unique porte-parole du mouvement.

2) De mandater et d'élire une délégation de 20 personnes

(10 de Paris, 10 de province) accompagnée par la manifestation nationale, le mandat exclusif de cette délégation est d'exiger le retrait du projet Devaquet, d'écouter la commission des Affaires culturelles et monsieur Devaquet, en rendre compte aux étudiants.

3) La coordination condamne toute association ou faculté qui rencontrerait le gouvernement en dehors du mouvement.

4) La coordination appelle à expliquer notre mouvement à tous les enseignants et aussi à tous les lycéens et leurs parents, ainsi qu'à tous ceux qui ne se sentent pas concernés, car notre combat est

Pour: 331
Contre: 8
Abstentions: 6